

Privatisation des facs : Attention danger !

Dans le cadre de la libéralisation des services publics, suite aux décrets ECTS/LMD, les propositions du rapport Hetzel donnent les futures orientations qui attendent l'université publique après la période électorale.

Ces orientations mettent en péril l'université publique sur de nombreux plans :

- Par la mise en place de “ l'orientation choisie ” qui cache mal la volonté des universités de pouvoir sélectionner purement et simplement les étudiants sur la base d'une hausse des frais d'inscription et de sélection par dossier.
- Par la professionnalisation des cursus qui vise à soumettre l'enseignement supérieur aux exigences du marché, notamment en donnant aux entreprises privées la possibilité de financer directement les cursus en contrepartie de la détermination de leur contenu et du nombre de places offertes aux étudiants.
- Par l'autonomisation des universités qui permet, en changeant leur statut, de justifier un désengagement financier de l'état qui a pour conséquence immédiate d'augmenter les frais d'inscription et d'ouvrir la porte aux financements privés.

Ces différents points sont détaillés dans le rapport Hetzel et sont actuellement mis en place par les conseils d'administration des universités. Paris 1 n'échappe pas à ce processus :

La situation de Paris 1 dans le cadre de la privatisation de l'université.

- Paris 1 participe à la mise en place de l'Opération Phénix, qui consiste en un accord entre le Medef, les universités (P1, P3, P4, P12) et de grandes multinationales (Axa, Renault, Coca Cola, HSBC). Ces dernières s'engagent à subventionner les cursus spécifiques et à embaucher les meilleurs étudiants en master.
- Paris 1 fait aujourd'hui partie du PRES “ ParisCentre ” (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) avec Paris 7 et Paris 5 qui a pour objectif de mutualiser leurs moyens : suppression de postes dans l'administration, fusion des UFR en doublons (Histoire présent à P1 et P7), fusion des bibliothèques universitaires et réduction du nombre de bacheliers admis.
- Paris 1 est à l'origine d'un RTRA (Réseau Thématique de Recherche Avancée), l'Ecole d'Economie de Paris, qui vise à concurrencer les grandes écoles d'économie. Dotée d'un budget initial de 24 millions d'euros pour 300 étudiants, elle a pour ambition un enseignement élitiste offert à des étudiants triés sur le volet.
- Paris 1 a signé une convention avec AREVA qui sponsorise désormais un master d'économie générale. Les étudiants de M2 devront faire un “ stage ” à la fin duquel AREVA n'a aucune obligation d'embauche. Cela permet donc à AREVA de bénéficier de stagiaires corvéables à merci.
- Paris 1 souhaite déplacer la session de rattrapage de septembre à janvier et à juin : réduction de la durée du calendrier universitaire, impossibilité pour les étudiants salariés de réussir deux semaines après la première session, volonté à terme de supprimer les rattrapages.
- Paris 1 fixe déjà des frais élevés pour ses propres diplômes : le DU de droit allemand coûte 2600 euros l'année ! la hausse de ses frais d'inscription ne s'arrêtera pas là avec la mise en place

de l'autonomie des universités et le désengagement financier de l'état.

Mobilisons-nous ! Agissons pour empêcher la privatisation de P1 !

AG vendredi 27 avril Amphi L à 15h30

Tract soutenu par les syndicats CNT, FSE, FSEUL, SUD et par des non-syndiqués.